

Obligation vaccinale : Allons-nous vers une nouvelle imposture ?

En France, nous sommes bon nombre à être à la fois les défenseurs des vaccins (Pays de Pasteur oblige !) et à la fois les plus méfiants à leur sujet. Pourquoi cette dualité ?

Pour preuve, notre ministre des affaires sociales et de la santé, Marisol Touraine, a lancé une Concertation citoyenne sur la vaccination qui s'est tenue en juin et septembre de cette année. Le rapport final sera remis à notre ministre d'ici la fin de l'année, affaire à suivre...

Interrogeons-nous ?

Quels rôles jouent la presse, les médecins, les pouvoirs publics dans cette exception culturelle surprenante... ?

Outre ce grand débat national sur la vaccination, notre ministre de la santé a présenté un plan d'action qui prévoit plusieurs mesures qui, dit-on, pourraient être rapidement mises en œuvre.

Dans ces mesures :

- Le « carnet de vaccination électronique », entièrement personnalisé, un moyen de contrôle qui facilitera et permettra d'améliorer le suivi du statut vaccinal des patients.
- La « gestion des pénuries », les fabricants vaccins seront tenus de mettre en place des plans pour lutter contre les tensions d'approvisionnement, par la tenue et la constitution de stocks.
- La mise en place d'un « comité des parties prenantes » qui regroupe des experts, des médecins et des usagers ; son rôle sera de « faciliter la compréhension mutuelle des différents acteurs et éclairer la décision publique en matière de vaccination ».
- Dans le cadre de la coordination, dorénavant le comité technique des vaccinations sera rattaché à la Haute Autorité de santé, « pour renforcer son indépendance ».

Dans son édition 2016 du « Panorama de la santé en Europe » l'OCDE*, la France est présentée comme un bon élève en matière de santé, avec pour preuve, son espérance de vie de presque deux ans supérieure à la moyenne européenne. Par contre en matière de prévention, et surtout dans les domaines de lutte contre les addictions et les incitations à la pratique sportive, la France ne consacre que 1,9 % de ses dépenses de santé, contre 3 % en moyenne dans les pays de l'Europe.

Nous apprenons, également dans cette édition, que la France est l'un des pays les plus « vaccinophobes » d'Europe, et que si cette tendance s'accroît, il est fort à parier que le courant de pensée à l'avenir risque de peser sur la santé de la population générale.

Pour cause, l'OCDE (*Organisation de Coopération et de Développement Économiques*) montre ainsi qu'avec 11 % des enfants non protégés contre la rougeole (6 % en moyenne dans l'ensemble de l'UE) et une vaccination contre la grippe en nette baisse avec moins de la moitié des plus de 65 ans couverts en 2014 (48,5 % vs 65 % en 2004), la France est l'un des pays les plus impactés par le mouvement anti-vaccinal.

La concertation citoyenne débouchera-t-elle sur la levée de l'obligation vaccinale ?

Nous vous donnons rendez-vous dans notre prochaine édition pour les leçons à tirer du rapport de notre ministre de la santé sur le sujet.

Christian WALTHER
Vice-président

* L'OCDE
(*Organisation de Coopération et de Développement Économiques*)